



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

UN LIBRARY

NOV 1 1979

UN/SA COLLECTION

A/34/394  
S/13481  
1er août 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-quatrième session

Point 46 de l'ordre du jour provisoire\*

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE

RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE

Trente-quatrième année

Lettre datée du 31 juillet 1979, adressée au Secrétaire général par  
le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Viet Nam  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour information, le texte du discours prononcé le 30 juillet 1979 par le chef de la délégation du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, M. Dinh Nho Liem, lors de la quatrième séance de la deuxième série de pourparlers entre le Viet Nam et la Chine. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de la  
République socialiste du Viet Nam  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) CU DINH BA

\* A/34/150.

ANNEXE

Discours prononcé le 30 juillet 1979 par le chef de la délégation du  
Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, Dinh Nho Liem,  
lors de la quatrième séance de la deuxième série de pourparlers entre  
le Viet Nam et la Chine

Ainsi que l'avaient décidé les deux parties, les pourparlers sino-vietnamiens avaient pour but d'examiner les mesures urgentes à prendre pour assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières, rétablir des relations normales et, enfin, régler les différents frontaliers et territoriaux entre les deux pays. Or, depuis le début, la partie chinoise s'est entêtée à vouloir traiter du prétendu "problème du Kampuchea", allant même jusqu'à en faire la condition préalable au progrès des négociations et à la normalisation des relations entre le Viet Nam et la Chine. Pour justifier cette arrogante exigence, elle a inventé ce qu'elle a appelé l'"hégémonisme régional" vietnamien et a présenté sous un faux jour les relations correctes du Viet Nam avec le Kampuchea et le Laos. La partie vietnamienne a catégoriquement rejeté les arguments calomnieux et les exigences absurdes de la Chine. En même temps, elle a souligné que ces pourparlers ne sauraient aucunement porter sur les problèmes d'un pays tiers.

Devant la position correcte et bien définie de la partie vietnamienne, qui est largement soutenue par l'opinion publique, la partie chinoise a déclaré à la séance précédente que le Viet Nam essayait de transformer l'Indochine tout entière en une base "antichinoise" et que "la Chine avait toutes les raisons - et elle en avait le plein droit - d'exiger que le Viet Nam mette fin à sa politique d'hégémonisme régional", car cette politique "menaçait" la paix et la sécurité de la Chine et était la "cause" de la détérioration des relations entre les deux pays. Cet argument maladroitement mis sur pied représente une nouvelle tentative de la partie chinoise d'égarer l'opinion publique qui condamne sa guerre d'agression au Viet Nam et son génocide au Kampuchea et qui lui demande instamment de cesser de proférer des menaces d'agression contre le Viet Nam, de fomenter des troubles au Laos et d'intimider ce pays, et de s'ingérer dans les affaires intérieures du Kampuchea. La partie chinoise tente également par là de justifier l'arrogance dont elle fait preuve lorsqu'elle exige que l'on traite, lors des pourparlers sino-vietnamiens, du prétendu "problème du Kampuchea". Encore une fois, la partie vietnamienne demande fermement que la partie chinoise mette fin à cette façon hégémonique de négocier. Les affaires du Kampuchea doivent être décidées par le peuple du Kampuchea. La situation dans ce pays est irréversible. Tous les plans et manoeuvres pour s'ingérer dans ses affaires intérieures sont voués à l'échec.

Que la Chine revienne aux objectifs de ces négociations, à savoir résoudre les problèmes qui se posent dans les relations entre le Viet Nam et la Chine. Afin de trouver une solution appropriée à ces problèmes, dès le début des pourparlers, la délégation vietnamienne a passé en revue les relations entre le Viet Nam et la Chine, en particulier au cours des dernières années, et a bien précisé que la cause profonde et immédiate des tensions qui avaient abouti à la guerre d'agression massive menée récemment contre le Viet Nam était la politique expansionniste et hégémoniste de grande puissance des dirigeants chinois et leur politique d'hostilité

vis-à-vis du Viet Nam. Néanmoins, la Chine a continué de chicaner pour tenter de se soustraire à sa responsabilité indéniable; en même temps, elle n'a cessé de déformer les faits et de proférer des calomnies contre le Viet Nam, afin de faire apparaître comme toutes autres les causes de la détérioration des relations entre les deux pays. La délégation vietnamienne juge nécessaire d'indiquer une fois de plus clairement quelle est l'essence de ce problème.

Le Viet Nam et la Chine sont deux proches voisins. Etant l'un et l'autre victimes des forces féodales, impérialistes et colonialistes, les peuples vietnamien et chinois ont mené côte à côte une longue lutte pleine de difficultés et de sacrifices pour acquérir l'indépendance et la liberté; ils se sont aidés l'un l'autre et ont renforcé leur amitié. Le peuple vietnamien n'oubliera jamais l'appui et l'assistance que lui a fournis le peuple chinois lors des guerres de résistance contre les colonialistes français et les agresseurs impérialistes américains. De plus, par sa lutte acharnée pleine de sacrifices et couronnée par la victoire, il a rempli son devoir international envers les autres nations, dont le peuple chinois. Animé de sentiments sincères et purs il a sans cesse, par ses actes, nourri l'amitié entre les deux peuples. Préserver et développer cette amitié est une politique fondamentale à long terme du Gouvernement et du peuple vietnamiens. Bien que, ces dernières années, des différends aient surgi entre les deux pays, le Gouvernement et le peuple vietnamiens ont toujours fait preuve de modération et se sont efforcés de faire en sorte que ces différends ne nuisent pas aux relations normales entre les deux Etats et ne portent pas atteinte à l'amitié de longue date entre les deux peuples. Ils se sont constamment prononcés en faveur d'un règlement négocié de tous les différends opposant les deux parties, et ils ont pris d'importantes initiatives qui ont abouti aux pourparlers bilatéraux antérieurs et aux pourparlers actuels. Tous ces faits sont connus non seulement des deux peuples, mais également des peuples du monde entier.

En revanche, un certain nombre de dirigeants chinois, nourrissant des visées expansionnistes et hégémonistes de grande puissance, considèrent depuis longtemps déjà le Viet Nam comme une cible privilégiée de leurs ambitions hégémonistes en Asie du Sud-Est. Tout d'abord, ils ont cherché par tous les moyens possibles à faire pression sur le Viet Nam pour l'amener à renoncer à sa politique d'indépendance et à sa souveraineté pour entrer dans l'orbite de la Chine. Ils se sont servis de l'aide et de l'assistance fournies par le peuple chinois au peuple vietnamien pour favoriser ce noir dessein. En renversant leurs alliances, en faisant des ennemis de leurs amis et vice-versa, et en collusion avec l'impérialisme, surtout l'impérialisme américain, et avec les autres forces réactionnaires dans le but de s'opposer à la révolution et à la paix, ils ont mené avec de plus en plus de violence une politique systématique d'hostilité vis-à-vis du Viet Nam à tous les égards. Un Viet Nam indépendant, unifié et prospère est un obstacle à la poursuite de l'expansionnisme et de l'hégémonisme de grande puissance en Asie du Sud-Est. C'est pourquoi immédiatement après la victoire totale remportée par le peuple vietnamien dans la guerre de résistance patriotique contre l'agression des Etats-Unis, et sans donner à celui-ci le temps de commencer à se remettre de ses blessures infligées par la guerre, ils ont lancé, par l'intermédiaire de leurs valets de la clique Pol Pot-Ieng Sary, une guerre d'agression contre le Viet Nam, à sa frontière du sud-ouest; ils ont multiplié les

provocations armées le long de sa frontière septentrionale, incité les Hoas à quitter en masse le Viet Nam et à essayer de fomenter des troubles et des actes de violence afin d'affaiblir le Viet Nam de l'intérieur, et inventé des prétextes pour arrêter toute aide au Viet Nam et mettre fin à la coopération normale entre les deux pays. En même temps, ils se sont efforcés par tous les moyens possibles de saboter les relations politiques et économiques entre le Viet Nam et d'autres pays, et d'inciter certains pays à s'opposer au Viet Nam. Cette politique hostile a atteint son point culminant avec la cruelle guerre d'agression déclenchée le 17 février 1979 contre le peuple vietnamien. Les excuses invoquées par Pékin, à savoir que "sa patience [avait] été poussée à bout" et qu'il "contre-attaquait dans l'exercice de la légitime défense" ne peuvent aucunement masquer les crimes dont la partie chinoise s'est rendue coupable dans cette guerre inique. Ce sont les dirigeants chinois qui sont la cause de la ruine et de la dévastation totale des six provinces de la frontière septentrionale du Viet Nam.

Cette guerre était contraire aux intérêts du peuple chinois lui-même; elle a rendu les relations entre le Viet Nam et la Chine extrêmement tendue et elle a gravement sapé l'amitié traditionnelle entre les deux peuples. Après leur défaite, les dirigeants chinois ont poursuivi leurs efforts en vue de susciter et de maintenir une tension permanente à la frontière; d'autre part, ils mènent une campagne antivietnamienne effrénée sur la scène internationale et suscitent des sentiments antivietnamiens parmi le peuple chinois. N'ayant pas réussi à transformer la Conférence de Genève sur les réfugiés en une instance hostile au Viet Nam et déçus par les résultats de cette conférence, les dirigeants de Pékin s'efforcent encore de se servir de la "question des réfugiés vietnamiens" pour promouvoir leurs noirs desseins. Ils sont voués à un échec total.

Il est donc manifeste que ce sont les dirigeants chinois qui mènent avec un acharnement et une violence extrêmes une politique systématique d'hostilité à l'égard du peuple vietnamien. C'est là la cause profonde de la détérioration des relations entre le Viet Nam et la Chine. Cette politique s'inscrit dans le cadre de leur politique étrangère générale, qui consiste en une collusion de plus en plus étroite avec l'impérialisme américain contre la révolution et la paix; elle expose au grand jour leur expansionnisme et leur hégémonisme de grande puissance.

Or, les dirigeants chinois ne cessent de proclamer qu'ils ne "recherchent pas l'hégémonie" et ils se disent même plus résolument "opposés à l'hégémonisme" que quiconque. Se prétendre opposé à l'hégémonisme pour renforcer son hégémonie est une tactique habituelle des dirigeants chinois que la partie vietnamienne a dénoncé à plusieurs reprises lors des réunions précédentes, et en particulier le 5 juillet 1979. Si les dirigeants chinois n'ont vraiment pas de visées hégémoniques, ainsi qu'ils l'ont si souvent proclamé, qu'ils prennent donc des mesures concrètes conformément aux propositions avancées par la partie vietnamienne :

a) Non-expansion territoriale sous quelque forme que ce soit.  
Cessation immédiate de l'appropriation de territoires appartenant à d'autres pays.

b) Non-agression, non-recours à la force ou à la menace d'utiliser la force pour "punir" un pays ou pour "lui donner une leçon".

c) Non-imposition de l'idéologie, des vues et de la ligne politique d'un pays à d'autres. Non-recours à de quelconques manoeuvres, y compris l'aide économique, pour obliger d'autres pays à abandonner leur politique d'indépendance et de souveraineté. Non-ingérence dans les relations d'un pays avec un autre.

d) Non-ingérence dans les affaires intérieures des groupes d'opposition d'autres pays, que l'on appuie soi-même ou que l'on fait appuyer par ses propres ressortissants installés dans lesdits pays ou de toute autre façon.

e) Non-alliance avec l'impérialisme et d'autres forces réactionnaires opposées à la paix, à l'indépendance nationale, à la démocratie et au socialisme.

Les éléments du principe anti-hégémonique rappelés ci-dessus correspondent pleinement à la situation réelle et satisfont aux exigences impératives des relations entre la Chine et le Viet Nam ainsi que les autres pays d'Indochine et de l'Asie du Sud-Est. Tant que les dirigeants chinois essaieront de chicaner sans prendre de mesures concrètes pour prouver qu'ils ne "recherchent plus l'hégémonie", leurs protestations anti-hégémoniques ne seront que des paroles oiseuses et trompeuses.

Actuellement, la situation le long de la frontière entre les deux pays demeure très tendue. La partie chinoise maintient des effectifs militaires considérables massés près de la frontière vietnamienne, poursuit ses préparatifs de guerre, multiplie les provocations armées et continue ses incessantes violations du territoire vietnamien en divers endroits. Le 26 juillet 1979, un vice-premier ministre chinois a de nouveau menacé le Viet Nam de lui "donner une autre leçon". L'opinion publique de l'Asie du Sud-Est proteste actuellement contre la pression militaire exercée par la Chine sur le Viet Nam et la menace que cela constitue pour la paix et la sécurité de la région. D'autre part, les dirigeants de Pékin ont renvoyé au Viet Nam, à des fins d'espionnage, pour renouveler des "contacts" et pour fomenter des troubles, un certain nombre de personnes qui s'étaient enfuies en Chine à leur instigation; tout cela ne fait que compliquer la situation, déjà difficile, le long de la frontière. Or, à cette table de négociations, la partie chinoise s'entête à nier et à essayer de justifier ses provocations à la frontière. Elle se dérobe et refuse obstinément de convenir avec la partie vietnamienne de s'abstenir, de part et d'autre, de toute provocation armée le long de la frontière. En refusant de répondre à cette proposition vietnamienne, la partie chinoise essaie de toute évidence de maintenir une tension permanente à la frontière pour compromettre la sécurité du Viet Nam, faire pression sur lui et créer un prétexte pour reprendre à tout moment sa guerre d'agression. Lorsque la Chine demande au Viet Nam de "cesser" ses prétendues "provocations et incursions dans les zones frontières chinoises", ce ne sont là qu'assertions calomnieuses destinées à dissimuler ses actions dangereuses. Dans sa note du 23 juillet 1979, le Ministre vietnamien des affaires étrangères a vigoureusement condamné les récentes provocations armées de la partie chinoise et catégoriquement rejeté les

inventions chinoises tendant à renverser les rôles quant à la situation qui règne à la frontière. A la dernière séance, la partie chinoise a prétendu être "disposée à ne prendre l'engagement de ne rechercher aucune forme d'hégémonie". Qu'elle prenne donc des mesures concrètes en négociant et en signant immédiatement avec la partie vietnamienne un accord, qui prendrait effet dès que possible, selon lequel les deux parties s'engageraient à s'abstenir, de part et d'autre, de toute provocation armée. Que les deux parties examinent sans délai toutes mesures pratiques propres à assurer fermement la paix et la sécurité dans les zones frontalières, créant ainsi des conditions favorables au rétablissement de relations normales entre le Viet Nam et la Chine. Voilà ce que chacun attend de la partie chinoise.

-----